

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18045 - 70ÈME ANNÉE

Réunionnais rassemblés à Saint-Denis et Saint-Pierre

Lo pèp rényoné doubout pou la solidarité é la liberté !

À l'initiative du SNJ 974 (Syndicat national des journalistes à La Réunion), de nombreuses personnes se sont retrouvées ce dimanche midi sur le Parvis des Droits de l'Homme à Saint-Denis et place du Pilon à Saint-Pierre pour exprimer avec force la solidarité du peuple réunionnais avec les victimes des attentats commis dans la semaine en France et avec leurs proches. À cette occasion, nos compatriotes ont également exprimé ensemble leur volonté de continuer le combat pour la liberté dans notre pays, en particulier le respect de la dignité et des droits fondamentaux des Réunionnaises et Réunionnais.



À Saint-Denis, la cérémonie était animée par Véronique Hummel, secrétaire du SNJ 974, qui a d'abord donné la parole à son collègue journaliste Édouard Marchal. Celui-ci a lu le texte proclamé en France et en Outre-Mer par ce syndicat en solidarité avec les personnes victimes des attentats contre le journal "Charlie Hebdo", à celle de Montrouge et à celles de la Porte de Vincennes ; une déclaration qui rappelle notamment que «la liberté de la presse est un des biens les plus précieux de la démocratie».

Ensuite, un autre responsable du SNJ 974, Nicolas Bonin, a lu le texte co-signé par plusieurs organisations syndicales, politiques — dont le Parti Communiste Réunionnais — et associatives ainsi que par des élu(e)s de La Réunion sous le titre «Nous sommes Charlie, nous sommes la République !». Cette dé-

claration, publiée par "Témoignages" ce 11 janvier sur son site, se termine ainsi : «Nous, citoyens vivant à La Réunion, savons mieux que quiconque l'importance du vivre ensemble. Nous, citoyens vivant à La Réunion, sommes attachés à une presse sans complaisance pour remporter les combats de liberté, d'égalité et de fraternité. Ne laissons rien ni personne nous diviser. Nous sommes Charlie».

«Nou lé Charlie !»

Après la lecture de ce texte, Nicolas Bonin a lu la liste de ses co-signataires. Des représentants de toutes les organisations co-signataires de cette déclaration ont participé à ce rassemblement, en particulier Maurice Gironcel, co-secrétaire général

du Parti Communiste Réunionnais, présent dans la foule. Contrairement au rassemblement de jeudi où les responsables politiques s'étaient faits discrets, certains avaient choisi d'être au premier rang, tels que Nassimah Dindar, Didier Robert, Monique Orphé, Mic-Nadia Ramasamy et Fabienne Couapel. A noter la présence du préfet au premier rang, ainsi que la présence de diverses personnalités du monde culturel et religieux réunionnais, comme Houssen Amode, président du Conseil du Culte Musulman, et Monseigneur Gilbert Aubry, évêque catholique de La Réunion. Le préfet de La Réunion a pris la parole à la tribune pour exprimer son soutien à cette démarche citoyenne des Réunionnais, en soulignant notamment l'importance de la valeur fondamentale qu'est la solidarité.

La cérémonie s'est terminée par des dépôts de fleurs et de crayons mais aussi de dessins et de messages sur la stèle du parvis des Droits de l'Homme. Et des artistes ont peint une banderole avec les noms de victimes des attentats en France et ce mot d'ordre réunionnais : «Nou lé Charlie !». Voilà comment a été démontré à quel point, plus que jamais, face aux résignations et divisions, «lo pèp rényoné lé doubout pou la solidarité é la liberté !».

Correspondant

De nombreuses marches organisées samedi et dimanche

Plusieurs millions de personnes mobilisées

Paris est devenue en quelques jours la « capitale du monde » contre le terrorisme : des centaines de milliers de personnes et une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement ont participé à la marche en hommage aux victimes des attentats terroristes, dimanche 11 janvier à 15H.

Depuis samedi, plus de 700.000 personnes ont déjà manifesté en province, et dès dimanche matin à Nouméa et Tahiti, mais aussi à 12h à La Réunion. Personnalités, partis politiques, syndicats, associations non religieuses, mais aussi juives, chrétiennes, musulmanes, ont foulé le pavé de Paris, dès 13H. De nombreuses manifestations ont eu lieu à Nantes (60.000 personnes), Colmar (10.000), à Blois (+ de 15.000), à Perpignan (40.000), à Tarbes (14.000), à Saint-Etienne, ils étaient 60.000. 150.000 personnes ont foulé les rues de Lyon, 100.000 à Bordeaux, 60.000 à Rennes et plus de 60.000 à Marseille. Mais aussi en Europe, à Madrid, Berlin, Athènes, Bruxelles, Londres et à Washington.

« Place de la liberté d'expression »

« Paris est aujourd'hui la capitale du monde », a déclaré devant ses ministres, François Hollande avant la marche. Ce dernier a ajouté que « le pays tout entier va se lever vers ce qu'il a de meilleur ». Pour le Premier ministre, Manuel Valls, « ce sera une manifestation inouïe (...) qui doit être forte, digne, qui doit montrer la puissance et la dignité du peuple français qui va crier son amour de la liberté et de la tolérance ».

Plusieurs dizaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées autour de la statue centrale de la place de la République, avec de nombreuses pancartes « Je suis sur place », « Nous sommes tous Charlie », « Charlie, Liberté ! », munies pour certaines de drapeaux français. Un panneau signalétique a été collé sur la statue centrale de la Place, celle-ci a été rebaptisée la grande place parisienne « Place de la liberté d'expression ».

Un G50 contre le terrorisme

Au départ, cette marche devait être un hommage aux journalistes, policiers et français de confession juives décédées, mais elle s'est rapidement transformée en sommet de lutte contre le terrorisme, en présence de près de 50 représentants d'Etat venus de tous les continents.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président palestinien Mahmoud Abbas étaient présents à cette marche. Aux côtés du couple royal jordanien, du président ukrainien Petro Porochenko, du chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, de la chancelière allemande Angela Merkel, des Premiers ministres David Cameron (Royaume-Uni), Mariano Rajoy (Espagne), Mais aussi le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, les présidents du Conseil des ministres Matteo Renzi (Italie), du président de la République Ibrahim Boubacar Keïta (Mali), et d'autres plus controversés Ali Bongo (Gabon) Viktor Orban (Hongrie) et le Premier ministre turc, Ahmet Davutoglu. Ces derniers représentent des pays où la liberté d'expression se fait encore attendre.

Appel à l'unité nationale

Dans un communiqué de presse, l'Élysée a salué « la mobilisation internationale exceptionnelle » et « l'union nationale », mais a assuré qu'il s'agit d'abord du « rassemblement du peuple français », avéré par le sondage Ifop Paris Match : 97 % des Français jugent nécessaire de faire preuve d'unité nationale. Sur la place de la République, Daniel, 30 ans, musicien et juif, a indiqué à l'agence de presse que : « On peut vivre ensemble parce qu'on partage les mêmes valeurs, la liberté, le respect de chacun avec ses différences ». Pour Ali Moussa, médecin, venu de Montreuil : « Je suis venu pour mes enfants pour

dire qu'il y a des choses intolérables. Nous sommes musulmans et nous sommes horrifiés par ce qu'il s'est passé. Des amalgames peuvent se créer, il faut que les gens soient plus intelligents, qu'ils dépassent les clivages », a-t-il expliqué à Le Monde.

L'antiterrorisme désormais une lutte commune

L'attentat à Paris a exacerbé la volonté de certains dirigeants de lutter contre le terrorisme, mais surtout la lutte contre le djihadisme. Les ministres de l'Intérieur de 11 pays européens et le ministre américain de la Justice, ont considéré qu'il y avait un « besoin urgent et crucial ».

Ces derniers veulent établir un système de collecte européen des données fournies par les voyageurs aux compagnies aériennes dans le cadre de la lutte antiterroriste. « Nous sommes tous d'accord pour mettre en place des contrôles approfondis sur certains passagers sur la base de certains critères », a expliqué le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve.

Les ministres ont aussi appelé à renforcer les contrôles des mouvements aux frontières extérieures de l'Union européenne. Un sommet pour combattre l'extrémisme se tiendra le 18 février aux États-Unis, a d'ailleurs annoncé le ministre américain de la Justice, Eric Holder. D'autant que « La France n'en a pas terminé avec les menaces », avait averti vendredi 9 janvier, le président français, François Hollande, reconnaissant « des failles » dans la sécurité du pays, qui est engagé dans plusieurs opérations contre les mouvements djihadistes. Dans une vidéo diffusée vendredi, un responsable religieux d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), Harissa al-Nadhari, a menacé de nouvelles attaques, selon l'Agence France Presse. Ce dernier a assuré que : « Vous ne serez pas en sécurité tant que vous combattrez Allah, Son messager et les croyants ».

Céline Tabou

Edito

Après les manifs : l'OTAN en opération de conquête de l'opinion

En France, des millions de personnes ont manifesté ces deux derniers jours selon les organisateurs. Pour retrouver des chiffres d'une telle ampleur en France, il faut remonter aux manifestations contre la réforme des retraites. En France, la mobilisation était donc d'un niveau comparable aux plus grands mouvements sociaux.

Ailleurs dans le monde, des mobilisations aussi importantes et coordonnées ont déjà eu lieu. C'était en 2003, quand les peuples se sont opposés à la guerre en Irak. Les manifestations les plus importantes avaient lieu contre les gouvernements de l'OTAN qui avaient choisi de soutenir à l'invasion : Grande-Bretagne, Espagne, Etats-Unis notamment. Le mot d'ordre était : « pas en mon nom ».

La manifestation de Paris a marqué un tournant. 11 ans après avoir affronté ce raz-de-marée, l'OTAN tente de renverser la situation en gagnant à sa cause les opinions publiques qui rejetaient la guerre. Obama n'était pas là hier à Paris, mais son ombre a plané. En effet, ses alliés ont pris les choses en main, pour que le million de personnes derrière eux puisse renforcer la vision politique qu'ils veulent imposer. À de rares exceptions dont le ministre russe des Affaires étrangères et le président de la Palestine, tous les chefs d'État et de gouvernement présents hier à Paris font partie de l'OTAN ou sont des alliés de l'organisation militaire sous direction des Etats-Unis. Cette marche a donc tout d'abord permis de renforcer la cohésion des troupes derrière Washington au lendemain de la défaite cuisante et définitive de l'OTAN en Afghanistan. C'est un premier enseignement.

Le second est la ligne définie par les gouvernements de l'OTAN. Ils annoncent une coopération

renforcée pour lutter contre le terrorisme, avec pour formaliser tout cela un sommet international le 18 février qui se tiendra... à Washington.

Le ministre français de l'Intérieur a pour sa part dit que ses homologues européens de l'Intérieur et de la Justice se réuniront dès vendredi. Les législations européennes doivent être modifiées pour faire face à la menace, a-t-il dit en substance. Rappelons qu'en 2001 aux Etats-Unis, la loi avait aussi été jugée insuffisante face aux terroristes. Elle a donc été modifiée conduisant aux excès que tout le monde connaît : justification de la torture, exécution de citoyens américains sans jugement et développement considérable des capacités d'espionnage, tout cela au nom de la « sécurité nationale ». Résultat : les Américains se méfient toujours plus de leur gouvernement. Malgré cette conclusion, il y a fort à craindre que les dirigeants des pays européens de l'OTAN soient tentés de suivre ce modèle. Plus ils agiront vite, moins ils rencontreront d'opposition de l'opinion à cause de l'émotion légitime suscitée par les morts de l'attentat contre Charlie Hebdo et des prises d'otage.

Tous connaissent pourtant les origines du terrorisme : c'est un système qui entretient les inégalités à l'échelle du monde, dérègle le climat et soutient notamment la colonisation de la Palestine. 2015 doit être l'année du bilan des Objectifs du millénaire pour le développement. C'est le moment de poser les bases de l'alternative. En développant la solidarité entre les peuples, en luttant contre les injustices et les inégalités à l'échelle du monde, les extrémismes reculeront. C'est la seule solution pour sortir de l'impasse.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
70^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TEL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TEL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Oté

Jatrofa, pignon d'Inn i intèrès pa d'moun ? Kroï pa sa !

Nana kék tan-l'ané 2007-, dann nout zournal moin la lir in lartik téi apèl konmsa : « Le jatropha gagne le sud ». Kan té i di « lo sid » té i di « lo sid Madégaskar ». Kan té i di jatropha, té i anparl « pignon d'Inn ». Zot i koné kosa i lé, mi espèr ! Touléka kan nou té marmay, nou la konète ali. Si ou té i manj son bann ti noi, pa bokou, dizon arienk inn-dé késtyonn kiryoziyé, mi asir aou ou té apré rod malèr pou out kor.. konm moin la di, na poin lontan ou l' atèl lo dyab èk out karyol. Dyaré li ! Mal o vant li ! vomisman li ! L'étourdisman li ! féblès ! in famé tablatir té i tonm dsi ou.

Mé par l'fète pou kosa la fé vni in n'afèr konmsa isi. Moin la domann bann z'ansien : in pé la di amoin sé pou mark la borne térin d'moun konm i fé avèk pyé shandèl ! Na d'ot la di amoin sa sé pou fé lyane la vaniy dosi ! moin la trouv minm in moun la di amoin sa sé in médikaman i doi z'ète bien dozé sansa ou va donn boubou out kor ! I paré osi bann zanimo kan té i tonm malad, té i manz in pé pou fé pass zot konstipasyon ! Mi koné pa si lé vré, mi vann konm moin l'ashtë.

Zordi Pignon d'Inn i ropran favèr pars in pé i pran sa pou fé karbiran, konm in spès gazoil. Bann zanglé, mi koné, la loué èk gouvèrnman malgash in gran karé la tèr par-la konm La Rényon pou plant pignon d'Inn. In pé d'tan té an pane é ala k'estèr i ardèmar.. ; mi antan d'isi in pé l'aprè di amoin sa i intèrès pa pèrsone. I intèrès pa ? Figuir azot moin la parti dsi Temoignages.re : lo lartik moin la di azot lé pti, mé nana pa moins in sinkantène komantèr. Sé dir si in intèrès demoun !

Justin

Pignon d'Inn

Ala sak moin la trouv la dsi : I paré sa in plant médisinal. Avèk sa i gingn pirj demoun, détak la konstipasyon, songn bann doulèr rimatis, sikatriz boubou, arète l'émoraji. Solman li lé in pé toksik pou anvalé sé pou sa i fo méfyé... Mi koné d'moun pou fé arète boir zot famiy la kraz grin pignon d'Inn pou mète dann l'alkol ; i paré sa i korij in pé ! i di sa i fé avorté, mi koné pa si lé vré. Konm pti zanan tann, épi féy zavoka ou i mète a fizé.

In kozman pou la rout : « La poin do koi fé in nos avèk in ké la mori ! »...

Zot i konpran kozman-la dann son sans prop. In ké la mori, sa na rienk lo zo dodan, donk la poin do koi fé in bon kari. Astèr sans figiré : i fo pa fé in gran problèm avèk in sinq kouyonad. Toulmoun lé dakor èk sa, mé kan sa i ariv aou, lé pa sir ou i réazi konm k'i fo... Fé travay zot koko ! Fé bouy zot matyèr griz ! zot va oir si tazantan nou lé pa dakor ansanm.